

## Section 5 : LES RISQUES ET LES PERSPECTIVES DE LA MONDIALISATION POUR MADAGASCAR

L'environnement global des pays en développement endettés, fait que Madagascar reste tributaire des pays riches créanciers, ceux là même qui véhiculent aujourd'hui la doctrine nouvelle de la mondialisation. Compte tenu des difficultés auxquelles le pays est confronté, il est contraint de tirer profit des possibilités de coopération à travers les opportunités que peuvent apporter les investisseurs étrangers, donc d'accélération de la croissance économique. Cependant, les turbulences et les changements que provoque partout le phénomène de la mondialisation, nécessitent des capacités institutionnelles, entrepreneuriales et d'ouverture qui devraient être fortement renforcées à Madagascar, tant au niveau de l'Etat, du secteur privé que la société civile.

En effet, d'un côté, la mondialisation peut favoriser le développement de certaines branches ou filières chez les opérateurs qui disposent de capacité d'adaptation, d'innovation et d'anticipation de par l'existence de transfert de technologies (Internet, ordinateur, télécommunication, moyen de transport), de savoir faire et surtout d'apport de capitaux frais. Ces opportunités sont non négligeables si l'on se réfère aux taux de croissance enregistrés dans certaines branches :25,8% en 1996 et 15,4% en 1997 pour les télécommunications, 3,7% en 1996 et 3,9% en 1997 pour les matériels de transports. De plus, les pays a pu accueillir de nouvelles entreprises dans le cadre de la délocalisation des activités des pays développés vers les pays pauvres, il s'agit ainsi des branches confections ou informatiques (opération de saisie) et qui ont permis la création d'emplois, notamment à travers les zones franches, contribuant ainsi à résoudre le problème de chômage. Par ailleurs, grâce à la révolution technologique actuelle favorisant l'entrée dans la civilisation de l'information et à l'expansion des médias, l'accès instantané aux informations nationales et internationales constitue des atouts nécessaires à maîtriser, à exploiter et à développer pour mieux affronter la concurrence.

De l'autre côté , étant de nouveau sous programme d'ajustement structurel depuis 1996, le pays est soumis à divers conditionnalités des institutions financières de Bretton Woods dans le but de libéraliser l'économie malgache et de l'ouvrir à l'extérieur. La création de l'OMC qui remplace le GATT, permet en théorie à tous les pays de profiter de la libre circulation et du libre-échange dans le commerce international. En fait, les petits pays ne peuvent pas toujours faire grande chose face à l'hégémonie des

multinationales, et des grandes puissances économiques. Madagascar a beau être premier producteur de vanille dans le monde, mais les rapports de forces font que le pays ne maîtrise pas le cours de ce produit. L'autre méfait de la libéralisation « sauvage », est la mise en péril de l'existence des forces des industries locales et donc de la sécurité des emplois face à la concurrence des produits importés favorisées parfois par une administration réputée laxiste. Ainsi, l'industrie textile a connu des taux de croissance négatifs de -45% en 1996 et de -0,3% en 1997, il en est de même pour l'industrie des corps gras avec des taux de -14,9% en 1996 et - 9% en 1997, pour l'agro-industrie respectivement de -2,6% et de -6,0% et pour l'industrie du papier de - 41,9% et -11% . ces situations mettent en relief l'importance de l'intérêt que les acteurs économiques doivent maintenant accorder à la restructuration du système de production malgache pour être compétitif et à la nécessité de conquérir les marchés extérieurs.

## Chapitre II : EVOLUTION DES CARACTERISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS : CAS DE MADAGASCAR

Même si une stratégie basée sur l'extraversion présente des limites, l'ouverture extérieure se révèle inéluctable pour le pays. Comme dans la majeure partie des PED l'adoption d'une stratégie de fermeture avec la politique d'import-substitution s'est soldée par un échec. Les différentes mesures de protection ont entraîné des distorsions sur l'ensemble de l'économie. Ces dernières ont déjà fait l'objet d'études spécifiques. COUSSY (1986) souligne que, dans un contexte de pénurie, la poursuite à la fois d'objectifs économiques (protection) et sociaux (couverture des besoins) qui étaient conflictuels engendraient des coûts et des effets pervers. L'étude de CERDI (1990) insiste sur la complexité du système d'incitation et de protection. Ce système n'avait pas de logique d'ensemble et est devenu ingérable. Ces conclusions ont notamment conduit le pays à libéraliser les échanges.

Mais si les différentes études mettent en exergue les effets néfastes des politiques appliquées avant l'ouverture du pays, elles mettent en garde contre une stratégie ne reposant que sur les lois du marché, compte tenu du poids du passé (COUSSY, 1986). L'examen de l'évolution des caractéristiques du commerce extérieur aura pour objectif de dégager les atouts et les faiblesses de celui-ci.

## Section 1 : CADRAGE GENERAL

### 1- Une très faible ouverture de l'économie

Madagascar se caractérise par une faible ouverture vis-à-vis de l'extérieur. Le taux d'ouverture défini comme le ratio de la somme des exportations et des importations par rapport au PIB (en valeur) reste au dessous de 45% jusqu'en 1993. Si ce dernier monte à 55% en 1995, il reste faible comparé à ceux d'autres PED. A titre d'exemple, le taux d'ouverture de l'économie malgache est de 41% en 1992, alors qu'il est de 68% pour le Malawi, 51% pour le Kenya, 82% pour le Ghana, ...

L'impact des politiques extérieures successives apparaît de façon marquée lorsqu'on analyse l'évolution du taux d'ouverture. Une hausse de celui-ci peut être constatée de l'indépendance en 1960 à 1970. il passe en valeur de 25% à plus de 40%. Cette phase correspond à la période néo-libérale qui a suivi l'indépendance. L'inversion nette de cette tendance traduit la stratégie de repli du pays avec un taux autour de 35% (de 1973-1978). L'investissement à outrance (1979-1981) entraîne une remontée passagère de ce taux jusqu'à 45%. Cette progression est due essentiellement aux importations. Sous la contrainte de l'endettement de 1981 à 1986, le taux a connu une chute prononcée à moins de 30% . Le tournant amorcé depuis 1987 apparaît de manière effective avec une montée aussi bien du taux d'importation que du taux d'exportation. Malgré une certaine hésitation due à l'instabilité politique et aux difficultés de gérer les allocations de devises en 1992 et 1993, le taux d'ouverture en valeur passe de moins de 30% en 1986 à 55% en 1995. Les évolutions en volume sont moindres, mais elles vont dans le même sens. La progression plus importante en valeur résulte des mouvements du taux de change (dépréciation) accordant plus de poids aux biens échangeables<sup>3</sup> par rapport aux non échangeables.

Voyons maintenant le profil de la croissance économique de Madagascar. De l'indépendance à 1970, on a une croissance modeste de ; 1970 à 1980, une stagnation ; de 1980 à 1982, un brusque déclin. A la fin des années 80, une apparition d'une croissance économique réelle par habitant. Mais l'amélioration de la situation économique a été perturbée par les évènements de 1991. Le taux de croissance est

---

<sup>3</sup> Exportations et importations

tombé à 0,1% entre 1991 et 1996. Pendant la période 1997-2001, le taux de croissance moyen de l'économie est de 4,3%.

Si on compare l'évolution du taux d'ouverture de l'économie malgache et celle de la croissance économique, on peut dire que durant la période 1960-1970, le taux d'ouverture et la croissance économique évoluent dans le même sens (en hausse), même si la dernière évolue modestement. De 1973-1981, le taux d'ouverture passe de 35% à 45%. Pourtant, la croissance économique stagne. Depuis 1981, le taux d'ouverture est de 30% tandis que la croissance économique est en déclin. De 1986 à 1995, le taux d'ouverture passe de 30 à 55%. (le taux d'ouverture de croissance du PIB réel a progressé de 3,8% en 1988 et de 4,9% en 1989). Le taux de croissance du PIB passe de 2% durant cette période.

Bref, suite à une augmentation du taux d'ouverture de l'économie, la croissance économique soit stagne, soit même en déclin, soit augmente mais dans une proportion moindre. Il n'y a donc pas une réelle corrélation positive entre le taux d'ouverture et le taux de croissance.

L'évolution du taux d'exportation passe de près de 20% en 1970 à 10% en 1983, avant de remonter jusqu'à 32% en 1995. Le secteur exportateur a d'abord été laissé à l'abandon, puis a souffert des limitations d'importations d'intrants, avant d'être encouragé avec une politique affirmée de libéralisation et de promotion.

L'analyse de ratios des échanges en volume rapportés au PIB en volume montre cependant qu'on est largement au-dessous des niveaux atteints au cours des années 60 (plus de 60% en 1969 contre 45% à peine en 1995). La montée du taux d'ouverture à la suite de la libéralisation s'explique essentiellement par une hausse des prix relatifs des échangeables (exportations et importations) par rapport aux non-échangeables. Le croissance des échanges en volume reste limitée par rapport au PIB.

## 2- Un déficit chronique de la balance commerciale

Après la dégradation due à la forte montée du niveau des importations en 1979-1980, l'équilibre est retrouvé en 1986. Ce résultat a cependant été obtenu au prix d'une forte chute des importations, le montant des exportations étant stagnant. La libéralisation effective des importations à partir de 1989 entraîne un nouveau dérapage puisqu'elle ne s'accompagne pas d'une progression équivalente des exportations. L'instauration du flottement en 1994, suivie d'une forte dépréciation du franc malgache,

permet une amélioration de la situation. La hausse des prix du café a également contribué à cette amélioration. On note une croissance des exportations en valeur tandis que les importations diminuent sensiblement. Mais cet équilibre reste apparemment passager puisque la nouvelle montée des importations en 1995 n'est pas suivie par les exportations.

La balance commerciale de Madagascar est structurellement déficitaire pendant la période 1994-2000 à cause de la DDTE. De 154 Milliards Fmg en 1994, le déficit de la balance commerciale passe à 1770,8 Milliards en 1998 et reste à un niveau presque aussi élevé pour les années 1999 et 2000 (respectivement de 115,9 Millions et 179,8 Millions DTS). La diminution des recettes d'exportations traditionnelles (vanille, café, girofle) et l'augmentation des importations de matières premières et de biens d'équipement et de consommation en sont les principales causes. En effet, cette diminution des recettes d'exportations provient du fait que ces produits traditionnels sont tributaires des perturbations climatiques (cyclone,...) et de l'évolution des cours mondiaux qui se traduit par l'irrégularité des entrées de devises. L'augmentation des importations s'explique par le fonctionnement de l'économie.

En 2001 la balance commerciale est exceptionnellement positive, situation qui ne s'est pas produite durant des années. Les exportations ont dépassé les importations de 11,6 Millions de DTS. En 2002, elle est déficitaire de 90,5 Millions de DTS, mais ce solde est moindre par rapport à celui de 1999. En 2001, les exportations ont connu une hausse de 20,6% en terme de DTS. La flambée des prix de la vanille a largement contribué à cette appréciation de la valeur des exportations totales. Les exportations de l'année 2002 ont baissé de 50% par rapport à l'année précédente. Pour cette année, les importations n'ont connu qu'un accroissement de 5,6%. Le caractère structurel du déficit de la balance commerciale est dû principalement à la faiblesse des exportations.

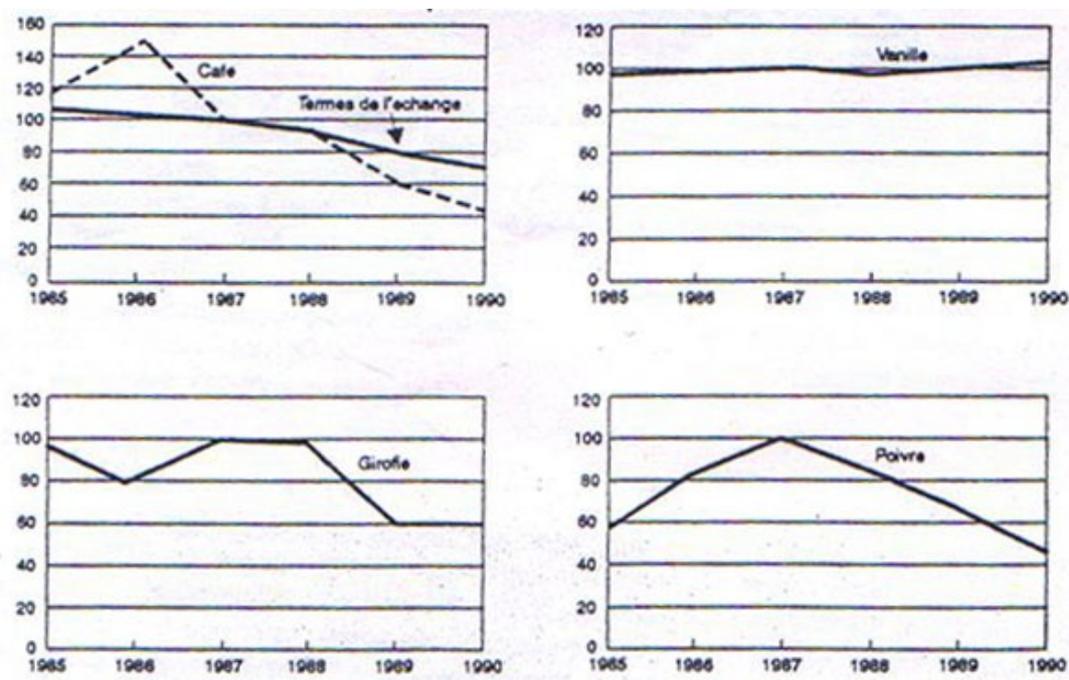
### 3- Une instabilité des termes de l'échange

Les termes de l'échange de Madagascar ont connu de fortes fluctuations. Un environnement plutôt favorable marque la période néo-libérale des années 60. La situation se dégrade à la suite du premier choc pétrolier. La hausse marquée des cours de matières premières au cours de la deuxième moitié des années 70 se traduit par une montée en flèche des termes de l'échange. Cette montée est cependant passagère. L'indice passe de 160 en 1977 à 90 en 1981. La baisse légère des prix des

exportations et l'augmentation des prix des importations, suite au deuxième choc pétrolier explique cette détérioration.

Un nouveau pic est atteint en 1986 avec une remontée sensible au niveau des exportations à laquelle s'ajoute les effets du contre choc pétrolier. Mais ce mouvement favorable est tout aussi éphémère que celui de la fin des années 70. Le fléchissement des exportations traditionnelles et la stagnation des exportations non traditionnelles, combinés à un brusque accroissement des importations financées par le crédit, ont contribué à la DDTE en 1990 ( l'année 1990 a été la quatrième année consécutive de DDTE).

Graphique 1 : Les termes de l'échange et l'indice des prix des exportations traditionnelles



Source : Données du Gouvernement

La détérioration des termes de l'échange fut de près de 34% entre 1984 et 1993. Enfin, la tendance à la hausse en 1994 résulte essentiellement de l'augmentation des cours du café<sup>4</sup>.

Le diagnostic sur l'évolution des termes de l'échange de Madagascar donne la mesure de la vulnérabilité de cette économie aux chocs externes. Elle découle

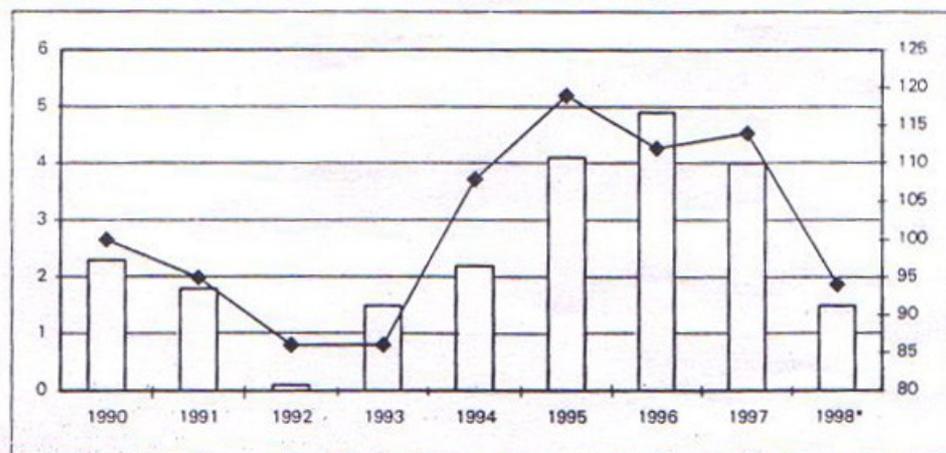
<sup>4</sup> Voir graphique 2 en Annexe 1

essentiellement de la structure du commerce extérieur du pays, et plus spécifiquement de la concentration des exportations sur les produits primaires.

La forte hausse du cours des matières premières observée au cours de la période 1995-1997 a constitué le premier facteur explicatif de la reprise économique en Afrique sub-Saharienne. La croissance annuelle du PIB y a dépassé 4% en moyenne au cours de ces trois années, soit plus de deux fois et demi le taux de croissance enregistré au cours de la période 1990-1994 (1,6% par an). En effet, comme la montre le graphique 3, il existe une corrélation étroite entre cette hausse (+25% en 1995-1997 par rapport aux quatre années précédentes) et l'accélération de la croissance des économies africaines.

Cette hausse du cours des matières premières, s'est traduite par des gains de termes de l'échange, qui ont stimulé la croissance du PIB et des exportations de ces pays .

Graphique 3 : Croissance africaine des matières premières, 1990-1998



Sources : FMI, The Economist. Echelle de gauche : taux de croissance du PIB de l'Afrique sub-saharienne (trait fin ; %). Echelle de droite : Indice du cours de matières premières (bâtonnets ; base 100 en 1990). \* : Prévission.

En 1998-1999, la baisse du cours des matières premières, s'est traduite par une nette dégradation de la conjoncture dans toutes les grandes zones économiques africaines, à l'exception de la zone franc CFA où la croissance s'est poursuivie à un rythme proche de 5% par an. En effet, cette baisse du cours résulte de la crise internationale qui pèse sur la demande mondiale de matières premières. Le Japon et les pays émergents asiatiques, qui tiraient la demande de ces produits au cours des dernières années ont été les plus affectés.

En 2000, le commerce extérieur malgache continue à afficher un développement remarquable des exportations. Ainsi, le terme de l'échange s'est détérioré seulement de 8,9% en 2000 contre 25,2% en 1999.

#### 4- Des réactions limitées sur les volumes des échanges

L'analyse de l'évolution des volumes des exportations et des importations montre que les réactions de l'économie aux chocs externes ont été timides sinon déphasées, si on exclut les années 60. Une baisse du volume des exportations est constatée au cours de la deuxième moitié des années 70, au moment où l'environnement mondial est favorable. La décision d'accélérer les importations avec l'investissement à outrance se révèle particulièrement inopportune compte tenu de la DDTE et du faible niveau des exportations.

COUSSY (1986) note à ce propos que la faible extraversion du pays, et en particulier le désintéressement vis-à-vis des secteurs exportateurs a eu un impact négatif sur l'économie en limitant la capacité de répondre aux chocs extérieurs. Comparé à ce passé peu glorieux, la croissance du volume des exportations à partir de 1990, parallèlement à celle des importations constitue un signe positif qui refait naître l'espoir.

### Section 2 : LA DYNAMIQUE DES EXPORTATIONS

#### 1- Une forte concentration

L'extrême vulnérabilité de Madagascar aux chocs extérieurs a été constatée plus haut sur les termes de l'échange. A l'instar de beaucoup de PED, en particulier d'Afrique, elle s'explique en grande partie par la structure des exportations. Une forte concentration de ces dernières dans des produits primaires pour lesquels le marché est limité accroît les risques de chocs externes dus à des fluctuations au niveau du commerce mondial. La diversification constitue ainsi un enjeu de taille.

Pour mieux dégager les caractéristiques spécifiques des exportations malgaches, il convient dans un premier temps de situer le pays par rapport à d'autres économies comparables.

Compte tenu de la disponibilité des données, notre analyse se limite à la période 1975-1990. Malgré ces limites, elle donne déjà un précieux éclairage sur les

spécificités des échanges de l'Ile.

- Les spécialisations par rapport aux pays d'Afrique :

Madagascar est spécialisé essentiellement dans les exportations de produits alimentaires (avec des valeurs de l'indice allant de +5 à +8 par rapport à l'ensemble des pays d'Afrique). Cette spécialisation est particulièrement forte entre 1980 et 1985. (période durant laquelle la part des produits alimentaires dans les exportations de l'Afrique a diminué au profit essentiellement des combustibles.

Le détail des produits alimentaires montre l'importance de la rubrique café, cacao et diverses épices pour Madagascar. Les poissons et crustacés occupent également une place non négligeable dans les exportations. Viennent ensuite les exportations de sucre, des légumes et des fruits ainsi que des viandes.

Pour les autres produits (hors produits alimentaires), Madagascar présente une plus faible spécialisation par rapport au continent africain.

Ainsi les exportations malgaches ont une structure particulièrement concentrée autour de quelques produits, et qui se distingue de celle de l'ensemble des exportations africaines de manière générale.

- Les spécialisations par rapport aux échanges mondiaux

La comparaison de la structure des exportations malgaches par rapport au commerce mondial met encore en évidence ses spécialités et sa forte concentration. Le calcul des indices de spécialisation se fait en prenant comme référence l'ensemble du commerce mondial. Les indices correspondant aux combustibles, aux produits chimiques et aux produits manufacturés sont extrêmement faibles. Parallèlement, on peut noter une tendance à la hausse correspondant aux produits pour lesquels Madagascar est spécialisé. Il faut cependant souligner qu'à l'exception des produits de la pêche, cette hausse correspond en général à une diminution de la part des produits considérés dans les échanges mondiaux. Ainsi, la structure des exportations malgaches est fortement concentrée, et il apparaît que Madagascar est spécialisé dans les produits en perte de vitesse sur le marché mondial (produit dont la demande est limitée ou ne croît que faiblement)

## 2- Composition des exportations

Le faible dynamisme des secteurs exportateurs transparait également lorsqu'on se penche sur la structure des échanges. Les premiers produits d'exportation sont : le café, la vanille, les crevettes, le girofle. Les autres produits sont les produits pétroliers, les tissus, le sucre, le graphite, le chrome, le cacao, le poivre, les viandes et abats, ainsi que les fibres de sisal.

On constate une relative inertie de la composition des échanges. La contribution de ces produits dans la valeur totale des exportations passe de plus de 90% dans la première moitié des années 80 à 65% en 1993 . La légère remontée que l'on constate au cours des deux dernières années résulte essentiellement de la hausse des cours du café (la part de ce dernier passe de 15% en 1993 à 24% en 1994).

De manière globale, les exportations font preuve d'une certaine inertie, l'évolution de la valeur de ces dernières étant quasiment stagnante depuis les années 80. Mais des transformations structurelles sont en cours. Les produits traditionnels laissent progressivement place à de nouvelles exportations, mais sans pour autant disparaître. Le café, la vanille et les crevettes gardent toujours une position privilégiée.

Le caractère encore limité de ce processus de diversification est confirmé par l'analyse de la dynamique des exportations manufacturières. Leur part passe d'un peu moins de 15% dans les trois premières années de la décennie 80 à 20% à peine au début des années 90. Cette montée est timide si on la compare au niveau atteint dans les années 60. Encore faut-il souligner que ces exportations manufacturières restent composées en majeure partie de produits déjà traditionnellement exportés, et dont pour certains le classement parmi les biens manufacturés n'est pas évident. En effet, il s'agit pour l'essentiel du textile, des produits pétroliers et des exportations de l'agro-industrie tels le sucre et les produits dérivés du sisal.

Ainsi, la tendance à la diversification des exportations constitue un signe prometteur. Elle traduit l'existence d'un potentiel d'expansion des secteurs exportateurs. Mais le processus en marche, révélateur d'un certain dynamisme n'est qu'à ses débuts, et ne permet pas de conclure sur une véritable transformation de la structure des échanges malgaches. La persistance de contraintes institutionnelles soulignées par STRYKER et SHAW (1995) sur les exportations non traditionnelles, malgré la libéralisation, constitue un des principaux facteurs limitant l'expansion de ces dernières.

Entre 1995 et 2001, les exportations ont augmenté de 95% en valeur : de 1.635 milliards de fmg en 1995 à 3.188 milliards de fmg en 2001. Ce mouvement positif touche la plupart des produits comme la vanille dont la valeur des exportations a plus que quintuplé, tandis que celle du girofle est multipliée par douze et demi. Cette croissance en valeur est plus modérée pour les crevettes, mais il faut noter qu'en combinant avec les exportations de crevettes effectuées par les entreprises franches, la croissance totale en valeur des crevettes atteint 129%. Le café, par contre a perdu sa place de leader parmi les produits d'exportation : de 380 milliards de fmg en 1995, la valeur de son exportation chute à 20 milliards de fmg en 2001, soit une décroissance nominale de 94% en six ans.

Contrairement aux exportations des entreprises franches, la crise ayant affecté l'économie en 2002 a eu moins de répercussion que prévu sur les exportations hors zone franche. En effet, entre 2001 et 2002, bien que les exportations en valeur aient diminué de 14% en glissement annuel, certains produits ont vu leur valeur augmenter. Tel est le cas du café avec une hausse de 22% en glissement annuel la vanille avec 18% et les crevettes avec +34%. Après une croissance quasi-continue, la valeur du girofle exportée amorce une chute de 73% entre 2001 et 2002, contribuant ainsi à la décroissance globale.

La croissance en valeur des échanges de Madagascar avec le reste du monde durant la période 1995-2001 est en partie due à une hausse des prix en franc courant étant donné que les échanges en terme de volume n'ont pas suivi le même dynamisme. En effet, le volume des exportations aux prix de 1995 a relativement stagné entre les années 1995 et 1999. Cependant, dès 1999, la quantité de café exportée perd 14 points d'indice par rapport à l'année précédente. La hausse en volume, à peine perceptible en 1999, s'amplifie légèrement en 2000 où l'indice de volume de l'ensemble gagne cinq points par rapport à la base 1995 grâce notamment au dynamisme constant des exportations de crevettes et de vanille. Ce dynamisme ne parvient plus à compenser la dégradation de la situation des exportations de café en 2001.

### 3- La stagnation sinon le recul des produits traditionnels :

Pour le café et la vanille, les quantités exportées connaissent un recul significatif après avoir atteint leurs sommets dans la deuxième moitié des années 70. Cette tendance pourrait éventuellement s'expliquer pour le café par l'évolution des cours mondiaux. En revanche, le cas de la vanille est a priori difficile à comprendre dans la mesure où les prix à l'exportation enregistrent une hausse régulière depuis le début des années 70 jusqu'en 1991.

Parmi les groupes de produits qui ont connu une chute marquée (en termes de volume exporté) depuis le début des années 70, on peut aussi citer les viandes et abats, le sucre la fibre de sisal et le poivre. Mais si les autres produits résistent au déclin, ils ne font pas pour autant preuve de dynamisme. En effet, en mettant de côté les pics atteints pour certaines années, les exportations en volume sont quasiment stagnantes.

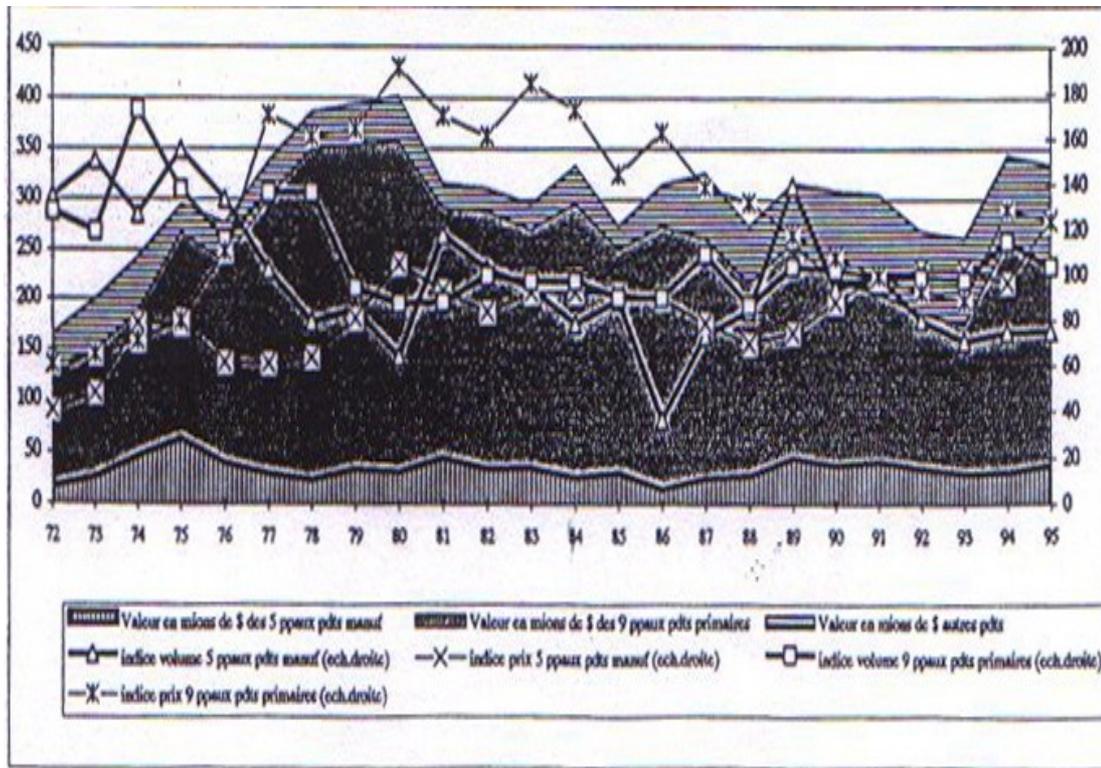
Par ailleurs, à quelques exceptions près (les crevettes, le chrome, le graphite et le sisal), les évolutions respectives des volumes comparées à celles des prix sont très différenciées. Ce constat révèle le poids des contraintes internes (contrôle des prix, problèmes fonciers, d'infrastructures, d'approvisionnement, de crédit) résultant notamment de l'effort limité consacré au développement des capacités de réaction de l'économie.

Une analyse à un niveau plus agrégé donne un précieux éclairage sur la dynamique globale des principaux produits. C'est essentiellement la baisse des volumes exportés qui explique la chute de la valeur totale de ces produits de la fin des années 70 à 1987. Si une légère reprise est constatée à partir de 1988, l'évolution négative des prix ne permet pas un redressement de la situation. Ces résultats rejoignent ceux obtenus plus haut sur l'ensemble des exportations.

La montée des volumes suggère que le mouvement de libéralisation a non seulement amorcé une diversification des exportations, mais il a aussi eu des répercussions relativement positives sur les produits traditionnels. Cependant, la baisse continue de la valeur de ces derniers, qui résulte pour la période 1988-1993 de la tendance négative sur les prix mondiaux, montre le caractère fondamental de la poursuite du processus de diversification.

La progression en volume des exportations manufacturées de 1983 à 1990 est suivie par une baisse et une stagnation depuis 1991, et cela malgré une hausse de prix à l'exportation depuis 1988. Ainsi, le contexte mondial a priori plus favorable pour ce secteur et la libéralisation des échanges n'ont pas non plus permis une véritable reprise des exportations manufacturières traditionnelles.

Graphique 4: Evolution comparée des exportations de produits primaires et manufacturiers



Source : INSTAT

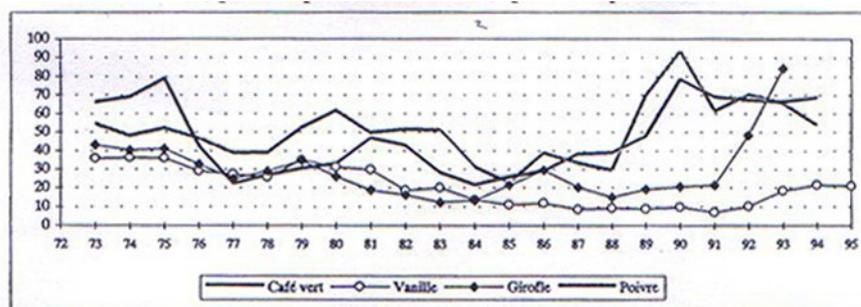
Parmi les produits traditionnellement exportés par Madagascar, seuls les crevettes et le cacao échappent au sombre constat du recul ou de la stagnation. La qualité du cacao malgache est reconnue au niveau mondial. Ce dynamisme est sans doute révélateur d'un potentiel à exploiter. Les volumes exportés restent en effet très faibles par rapport au total des exportations du pays. La tendance des cours au niveau du marché mondial apparaît cependant peu favorable.

Le cas des poissons et crustacés (en particulier des crevettes) est plus prometteur. Les crevettes se situent au deuxième rang des exportation suit une croissance régulière depuis le milieu des années 70. Ce sous-secteur donc un créneau porteur pour Madagascar.

#### 4- Une légère amélioration des prix aux producteurs :

Si on remonte en amont des filières, au niveau des producteurs, une première explication du faible dynamisme des produits agricoles d'exportation se trouve dans l'évolution des prix. Nous avons constaté plus haut une relative déconnexion entre le volume des exportations et les prix mondiaux. L'analyse des parts des prix à l'exportation qui reviennent aux producteurs montre que ces derniers ont largement été défavorisés au cours des années 80.

Graphique 5 : La part des producteurs dans les prix à l'exportation



Source : INSTAT

Les hausses des prix des exportations en monnaie locale, résultant soit des cours mondiaux, soit des dévaluations du taux de change, ne pouvaient exercer un caractère incitatif sur les producteurs dans la mesure où elles ne se répercutaient pas sur les revenus. L'application de prix administrés et l'importance des prélèvements publics sur les cultures de rente limitaient les marges de manœuvre des différents acteurs des filières exportatrices.

La libéralisation des échanges se traduit par une amélioration de la situation. Celle-ci reste cependant timide pour le cas de la vanille (étant donné la position stratégique de Madagascar sur le marché mondial de la vanille). La part des producteurs passe seulement de 10 % (1975) à un peu plus de 20 % (1990) pour ce dernier, alors que pour le café, le girofle et le poivre, les parts montent jusqu'à plus de 70 % les dernières années.

L'inversion de la tendance négative sur les prix au producteurs suite à la libéralisation est confirmée par l'analyse des prix réels (pris au producteurs / prix à la consommation). Toute fois, si on exclut le cas du poivre et l'embellie passagère de 1994 pour le café, l'amélioration de la situation n'est pas aussi évidente. La montée des prix réels n'est réellement sensible qu'à partir de 1993 pour le café et la vanille<sup>6</sup>.

<sup>6</sup>Voir la graphique 7 en Annexe

### 5-... mais des réponses de l'offre relativement limitées :

On peut s'interroger sur les capacités de réactions des producteurs de cultures d'exportation, suite au mouvement de libéralisation. Ces derniers ont en effet souffert d'une longue période d'isolement durant laquelle les investissements dans ces secteurs se sont réduits à la portion congrue. Pour le cas du Ghana et du Tanzanie, malgré les difficultés liées à l'instabilité des cours mondiaux les acteurs comme LEWIS (1989), PICKET et SHAEELDIN (1990) notent de réponses positives aux prix, suite aux réformes améliorant les conditions des producteurs au milieu des années 80. L'effet incitatif des prix sur la production de café et de cacao a également été constaté pour la côte d'Ivoire (BERTHELEMY) et BOURGUIGNON (1996). En revanche pour Madagascar, les réactions des producteurs aux prix sont certes positives mais limitées.

Pour mieux analyser les comportements des producteurs malgaches, nous avons adopté une approche en dynamique en s'inspirant de la méthode utilisée par BERTHELEMY et BOURGUIGNON (1996). Les estimations économétriques des élasticités-prix des cultures d'exportation ne donnent des résultats significatifs que sur le café et la vanille.

Pour les exportations de café,  $R^2 = 0,77$

Pour les exportations de vanille,  $R^2 = 0,70$

En étudiant les effets des dévaluations du taux de change sur les exportations, JACQUEMOT et ASSIDON (1998) concluent qu'ils étaient pratiquement nuls à Madagascar. Ce résultat découlait essentiellement de l'application de prix administrés qui ne répercutaient pas les variations du change sur les prix au producteurs. En étendant l'analyse sur la période 1972-1995 (incluant donc la période de libéralisation des échanges et des prix), et en tenant cette fois-ci compte des prix effectivement payés aux producteurs, on constate que les réactions au niveau des exportations traditionnelles sont positives, mais relativement faibles.

Les contraintes techniques, les problèmes fonciers, l'instabilité des prix, ainsi que la faible disponibilité des biens de consommation expliquent en partie la faiblesse des réponses. Ces difficultés ont déjà été soulignées par COUSSY et HUGON (1986). Une analyse économétrique effectuée par le CERDI (1990) sur l'offre de café à Madagascar met en exergue l'effet résultant des risques sur les prix et l'importance du contexte en vigueur sur les approvisionnements en produit de consommation (régime normal ou de

pénurie). La persistance malgré la libéralisation de contraintes techniques (problèmes d'infrastructure, d'approvisionnement en intrants et de technique de production) limitent la réaction de l'offre.

### Section 3 : LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS

#### 1- Une structure relativement proche de celle des pays africains

Pour situer les caractéristiques des importations malgaches, une comparaison aux cas d'économies comparables est nécessaire. De manière analogue à l'approche utilisée pour les exportations, on utilise un indicateur simple : l'indice de dépendance.

$$b_{mk} = \frac{M_{mk} / M_m}{M_k / M}$$

Où  $M_{mk}$  désignant les importations de Madagascar en produit k

$M_m$  la valeur totale des importations de Madagascar

$M_k$  la valeur totale des importations africaines en produit k

$M$  la valeur totale des importations africaines

Le calcul des indices de dépendance montre l'importance des produits intermédiaires dans les importations malgaches. La dépendance vis-à-vis des produits alimentaires apparaît également (indice supérieur à 1 de 1981 à 1983 et de 1985 à 1987). Elle est particulièrement forte pour le riz de 1981 à 1983. Mais l'indice descend au-dessous de 1 en 1988-1989. Par ailleurs, l'importance des importations d'énergie se confirme. L'indice de dépendance est très élevé (partant de +3 en 1979 et montant jusqu'à +7 en 1989).

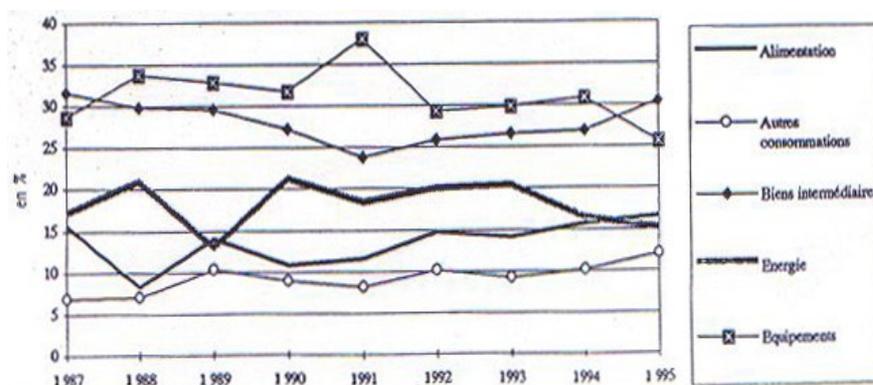
Les importations malgaches diffèrent essentiellement de celles des pays africains par le poids des produits pétroliers. Si on exclut les combustibles, on note de manière générale une baisse du niveau de l'indicateur. On peut remarquer notamment que les indices correspondant aux matières brutes non comestibles, aux huiles et graisses, ainsi qu'aux produits manufacturés sont en nette diminution.

A partir de 1985, le pays se distingue par la faiblesse de la part des importations de machines et de matériels de transport (l'indice correspondant évolue autour de 0,5).

#### 2- La structure en valeur depuis la libéralisation.

On aurait pu croire que l'adoption d'une stratégie d'ouverture donnerait progressivement plus de place aux biens intermédiaires et d'équipement dans les importations. Les restrictions dans le passé, la faiblesse sinon l'inexistence de l'offre locale et le caractère indispensable de ces types de biens pour une relance de l'économie devraient induire une plus forte croissance de ces importations. L'analyse de la répartition de importations en valeur pendant la période 1987-1995 révèle cependant une structure plutôt stable.

Graphique 7 : Répartition en valeur des importations



Source : INSTAT, commerce extérieur

Cette période permet de mesurer les changements en cours depuis la libéralisation des importations qui a débuté en 1987 et a été généralisé en 1988.

Les équipements et les produits intermédiaires se situent toujours en tête avec respectivement plus de 30% de la valeur totale des importations. Les produits pétroliers représentent entre 15 et 20% de l'ensemble. Viennent seulement après les biens alimentaires et les autres biens de consommation courants. Ces deux derniers groupes enregistrent cependant une lente progression depuis 1991, et ce mouvement semble se faire au détriment des deux premiers types de produits.

Entre 1995 et 2001, la croissance en valeur des importations atteint 89%, passant de 2.542 à 4.798 milliards. En éclatant l'analyse au niveau des groupes de produits, il s'avère que la croissance en valeur la plus importante touche les produits énergétiques ( constitués essentiellement de produits pétroliers ) avec un taux de +143%, viennent ensuite les autres biens de consommation avec +104%. Cette croissance en valeur est plus modérée pour les biens d'équipement avec un taux de +88%, les produits

alimentaires avec +58% et enfin, les matières premières avec +49%. Cependant, de tels taux modérés cachent des croissances phénoménales telle que celle de la valeur du riz ( groupe Alimentation ) avec +230%, encore qu'on dénote une baisse de 16% de la valeur du riz importé entre les années 2000 et 2001. Par ailleurs, de 19% en 1995, la part en valeur du riz sur le poste « Alimentation » est passée à 53% en 2000.

Tableau 1: Evolution annuelle des importations en valeur CAF ( en milliards de fmg courant )

| <b>GROUPE D'UTILISATION</b> | <b>1995</b>   | <b>1996</b>   | <b>1997</b>   | <b>1998</b>   | <b>1999</b>   | <b>2000</b>   | <b>2001</b>   | <b>2002</b>   |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alimentation                | 300.9         | 215.2         | 244.0         | 271.6         | 398.1         | 521.0         | 474.9         | 262.9         |
| Dont riz                    | 58.7          | 33.4          | 84.8          | 99.0          | 180.0         | 274.2         | 230.1         | 70.0          |
| Energie                     | 541.2         | 469.4         | 625.4         | 555.8         | 846.5         | 1467.2        | 1312.9        | 1477.3        |
| Equipements                 | 607.9         | 599.5         | 745.5         | 842.8         | 948.1         | 965.0         | 1143.4        | 591.8         |
| Mat. premières              | 656.3         | 445.6         | 700.0         | 789.9         | 723.4         | 1080.3        | 977.5         | 675.1         |
| Autres biens                | 435.6         | 391.9         | 633.4         | 666.4         | 721.1         | 754.3         | 889.0         | 612.9         |
| <b>TOTAL</b>                | <b>2542.3</b> | <b>2121.6</b> | <b>2948.3</b> | <b>3126.4</b> | <b>3637.2</b> | <b>4787.8</b> | <b>4797.8</b> | <b>3616.9</b> |

Source : INSTAT/ D.S.E / SSES

Entre 2001 et 2002, les importations ont diminué de 24%. La plus importante baisse est observée au niveau des biens d'équipement avec un taux de décroissance de – 48% en valeur, viennent ensuite les produits alimentaires avec –44% ( essentiellement dû à une chute de 69% de la valeur des riz importés ) et enfin les matières premières et les autres biens de consommation avec une baisse de 30%. Une hausse de 13% de la valeur des produits énergétiques contribue à modérer la baisse globale.

### 3- Evolution en volume des importations:

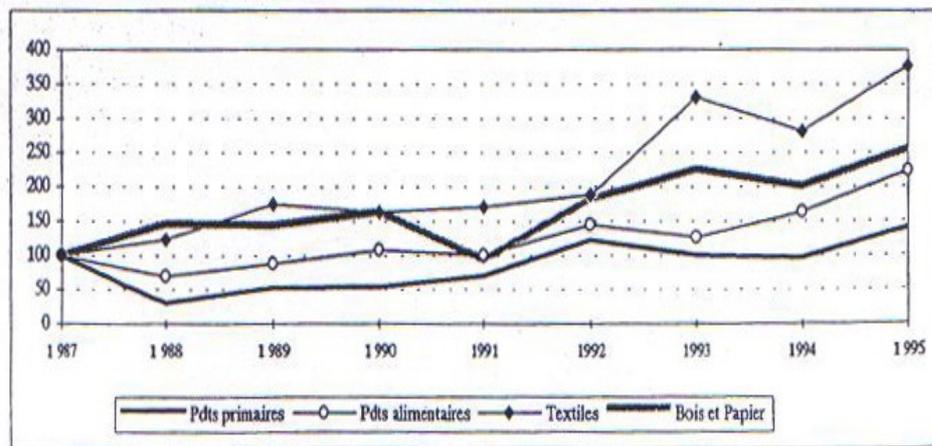
Pour apprécier les véritables dynamiques des importations, un examen des évolutions en volume s'impose. Une nette tendance à la hausse de l'ensemble des importations est ainsi constatée. L'indice en volume de l'ensemble des importations passe de 100 en 1987 à plus de 150 en 1995. Cette augmentation est particulièrement marquée pour les biens de consommation non alimentaire (les importations de ce groupe ont plus que doublé depuis 1987). Les biens d'équipement importés ont

également fortement crû (l'indice dépasse 170 en 1995). Les produits alimentaires étaient constitués en grande partie d'importations de riz. L'évolution de ce groupe dépend aussi des aléas climatiques et de la qualité des récoltes.

Le volume des importations des produits intermédiaires a doublé de 1988 à 1995. Il est à signaler qu'en 1987, le régime d'importation libéralisé (RIL) a été mis en place.

Concernant les biens de consommation, si l'ensemble des produits connaît une progression celle des produits textiles est particulièrement forte. Ce résultat peut paraître paradoxal dans un pays où le textile figure parmi les secteurs traditionnels. Mais ce résultat s'explique par la faible compétitivité et les problèmes de gestion que connaît l'industrie textile malgache (s'adressant au marché local) (voir la graphique suivante).

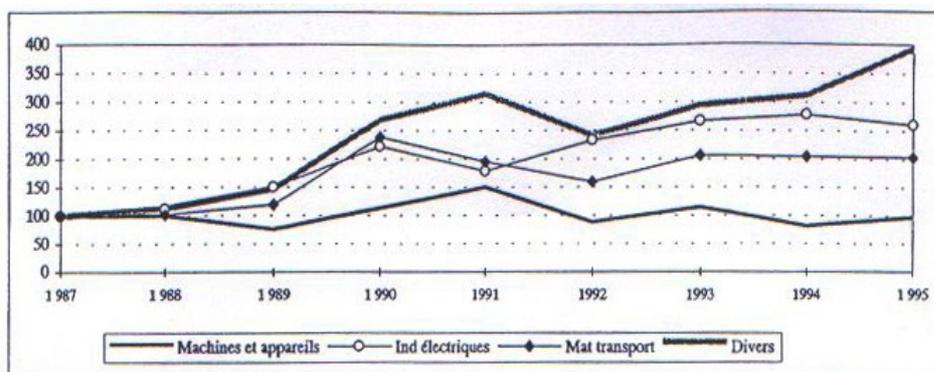
Graphique 8: Evolution des importations de biens de consommation en volume



Source : INSTAT, commerce extérieur. Les produits alimentaires se limitent ici aux biens manufacturés

Du côté des biens d'équipements, même si les importations de matériel de transport et de produits de l'industrie électriques augmentent fortement, la quasi-stagnation durant la période 1987-1995 des machines et appareils semble en revanche confirmer le caractère limité des investissements (voir la graphique ci-après).

Graphique 9 : Evolution des importations de biens d'équipement en volume



Source : INSTAT, commerce extérieur. Les produits divers ne se limitent pas ici aux biens d'équipement.

L'indice du volume des importations est passé de 100 en 1995 à 137 en 2001, soit un taux de croissance en volume de 37% en six ans, correspondant à un taux de croissance moyenne annuelle de 5.4% . Les importations de biens d'équipement ont contribué de façon notable à la croissance en volume des importations avec une augmentation en volume de 108% entre 1995 et 2001 et de 48% entre 2000 et 2001. L'indice du volume du poste « Alimentation » est apparemment en synchronisation avec l'évolution des importations de riz : croissance vigoureuse entre 1996 et 2000 avec un taux de +175%, puis une modération dès lors avec un taux de croissance de -6% entre 2000 et 2001.

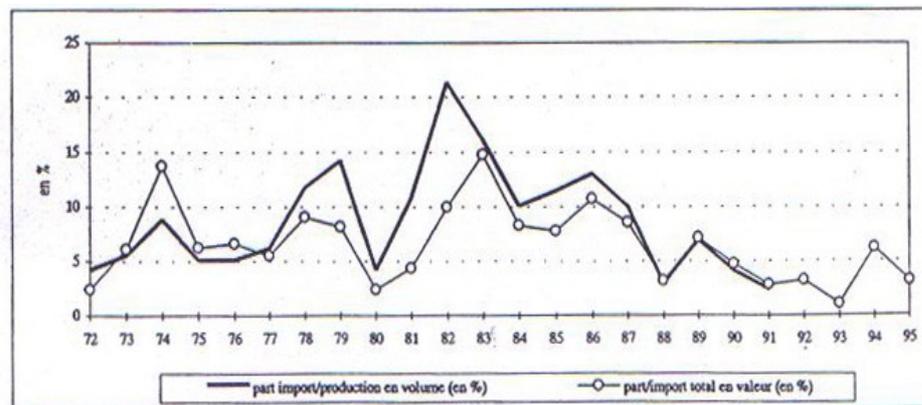
Entre les années 2001 et 2002, tous les groupes d'utilisation excepté le poste « Energie » ont accusé une baisse en volume. Avec une légère hausse de 7% du volume des importations de produits pétroliers, ceci contribue à modérer la baisse globale qui est de l'ordre de 30%.

#### 4- Le cas spécifique des importations de riz : un effet de compétitivité - prix inexploité :

Ce cas fera l'objet d'une étude spécifique, le riz étant un produit hautement stratégique à Madagascar. Le problème soulevé par l'inertie de ce secteur reste irrésolu. LEENHARDT et HIRSCH (1993) remarquent que la riziculture malgache n'en finit pas de chercher un impossible équilibre entre une offre atomisée à l'extrême et une demande dont le niveau réel est au centre de toutes les polémiques. La problématique du riz nous conduit à étudier sa place dans le commerce extérieur et l'impact de la libéralisation des échanges sur le secteur.

L'évaluation de la part des importations de riz dans la production nationale<sup>7</sup> et dans la valeur totale des importations est nécessaire. De 1972 - 1995, en excluant le pic de 1982, les parts évoluent globalement entre 5% et 15% (voir graphique).

Graphique 10 : Part du riz importé dans la production et dans la valeur totale des importations



Source : INSTAT, commerce extérieur, Ministère de l'agriculture, FAO

On mesure (d'une part) la place relativement importante de ces importations qui sont essentiellement destinées à la consommation de la population urbaine (c'est-à-dire environ 20% de la population malgache). Il faut remarquer ici que Madagascar est passé d'une situation d'exportateur net de riz à celle d'importateur net au début des années 70. D'autre part, la marge de manœuvre que dégageraient ces importations, si elles sont amenées à disparaître, est assez conséquente.

L'analyse révèle également des parts relativement élevées durant la période stabilisation connue par le pays. Ce résultat met en évidence la politique, déjà soulignée par COUSSY (1986), qui visait en priorité la satisfaction des besoins à court terme pour éviter une explosion sociale.

La baisse de la part des importations dans la production en volume depuis 1987 pourrait laisser croire que la libéralisation a permis une réduction du niveau des importations grâce à une relance de l'offre locale.. Pour comprendre cette dynamique des importations, et notamment la baisse ayant suivi la libéralisation du secteur rizicole et celle des échanges, nous allons essayer de voir si ces importations répondent à une logique de prix. Les relations entre le volume des importations, les prix payés aux producteurs et les prix des importations sont complexes. Elles font intervenir aussi bien

<sup>7</sup> PIB